



mardi, 11. Octobre 2016

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>Salon Oran Expo BTPH : Promouvoir l'entreprise nationale</i>	<i>2</i>
<i>Projet de loi d'orientation sur le développement de la PME : Une vision stratégique.....</i>	<i>2</i>
<i>M. Bouchouareb reçoit plusieurs entreprises américaines</i>	<i>2</i>
<i>Produits alimentaires au détail : Hausse quasi générale</i>	<i>3</i>
<i>Pétrole : Un baril à 60 dollars envisageable.....</i>	<i>3</i>
<i>4G : 33 wilayas couvertes d'ici à la fin 2017</i>	<i>4</i>
<i>Sensibilisation sur les aspects environnementaux de l'industrie minière</i>	<i>5</i>
<i>Vers la consolidation de l'accord d'Alger</i>	<i>5</i>
Commerce	6
<i>Ooredoo : L'ouverture du réseau a eu lieu le 8 octobre</i>	<i>6</i>
Transactions & Contrats.....	7
<i>Medgaz : Cepsa veut céder sa participation</i>	<i>7</i>
Régions.....	7
<i>Constantine : 1,5 milliard de centimes pour la campagne labours.....</i>	<i>7</i>
<i>La fête du miel et de l'abeille à Béjaïa : Vers une nouvelle politique agricole</i>	<i>7</i>
<i>Récolte oléicole a Guelma : Une prévision de plus de 20 000 hectolitres</i>	<i>8</i>
<i>Emploi : Plus 91% des placements dans le privé à Béjaïa</i>	<i>8</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaïve

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Salon Oran Expo BTPH : Promouvoir l'entreprise nationale

Source : El Moudjahid

Le Salon international de la construction et de la gestion urbaine « Oran Expo BTPH » s'est ouvert, hier, au palais des expositions du Centre des Conventions.

Cet évènement qui revient, cette année, dans sa 7e édition a enregistré une baisse remarquable dans le nombre des exposants comparé à celui de l'année dernière, soit une soixantaine seulement.

L'on relève, par ailleurs, la présence d'une dizaine d'entreprises étrangères représentant notamment la Tunisie, la France, l'Espagne et l'Italie. Le commissaire du Salon, M. Lekhbassene Saïd, dans une déclaration à El Moudjahid, a qualifié la participation à cette 7e édition de satisfaisante eu égard à la conjoncture économique mondiale. Les entreprises participant à ce Salon représentent plusieurs secteurs d'activité, entre autres, gros œuvres, menuiserie, finition et décoration, revêtement de sol urbain, mobilier urbain, éclairage public, matériel et outillage, signalétique urbaine, espaces verts, gestion des déchets et adduction des eaux, transport urbain, gestion et équipement pour collectivité. Pour les organisateurs, cette manifestation se veut un espace de valeur pour les exposants algériens afin de montrer leur savoir-faire dans ce secteur stratégique d'une part et promouvoir le know-how, via une plate-forme d'échanges B2B avec les entreprises étrangères ayant des références internationales.

Au programme de cette édition qui, rappelons-le, est organisée chaque année par GMR Events Algérie, des journées professionnelles axées sur la thématique

générale du Salon ainsi que des conférences sur le thème « Bâtiments et villes durables enjeu de la lutte contre le changement climatique », organisées par l'ONG R20 avec la participation du ministère de l'Habitat de l'Urbanisme et de la Ville. De nombreux sujets seront débattus lors de ces conférences, parmi lesquels « L'accord de Paris et les engagements de l'Algérie », « Place et rôle de la ville dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des émissions des gaz à effet de serre », « Rôle et missions de l'Agence Nationale des Changements Climatiques », « La réglementation technique dans le domaine du bâtiment » et « La gestion urbaine des déchets ».

Le coup d'envoi du Salon a été donné par le wali, Abdelkader Zaalane.

Projet de loi d'orientation sur le développement de la PME : Une vision stratégique

Source : El Moudjahid

Le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Abdesselam Bouchouareb, a présenté aujourd'hui, devant la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée Populaire Nationale (APN) le projet de loi d'orientation sur le développement de la Petite et Moyenne Entreprise. Le projet de loi rénove totalement l'approche globale et institutionnelle de la PME à l'effet d'amorcer une nouvelle phase de développement avec pour objectifs généraux : l'impulsion de la croissance économique ; l'amélioration de l'environnement de la PME ; l'émergence d'entreprises notamment innovantes ; l'amélioration de la compétitivité et de la capacité d'exportation des PME ; la promotion de la culture entrepreneurial ; la

promotion de la sous-traitance et enfin la sauvegarde et la pérennisation des PME. S'inscrivant dans le cadre de la modernisation du cadre législatif et réglementaire à l'actif du secteur de l'Industrie et des Mines, le projet de loi d'orientation sur le développement de la PME vient en harmonie avec l'effort entrepris pour moderniser et mettre en cohérence l'ensemble des instruments avec pour objectif principal d'accompagner le passage à un nouveau palier de croissance économique.

M. Bouchouareb reçoit plusieurs entreprises américaines

Source : El Moudjahid

Le ministre de l'Industrie et des Mines, M. Abdesselam Bouchouareb, a reçu hier des entreprises américaines présentes en Algérie dans le cadre d'une mission de prospection.

Le ministre a d'abord reçu le PDG de General Electric, M. Jeffrey Immelt, un groupe international engagé dans un partenariat pour la réalisation d'un complexe industriel dans la wilaya de Batna à Aïn Yagout pour la fabrication de turbines à gaz, turbines à vapeur, alternateurs et systèmes de contrôle à commande.

De même, GE a marqué son intérêt d'élargir ses activités industrielles en Algérie en prenant part dans d'autres joint-ventures impliquant le secteur de l'énergie, notamment pour la fabrication d'équipements pétroliers.

Le ministre a également reçu une délégation de Blumberg Grain conduite par son CEO, M. David Blumberg en marge des discussions actuellement en cours pour la réalisation d'entrepôts de stockage des céréales.

Enfin, M. Bouchouareb a reçu une délégation d'entreprises, parmi elle, des responsables de Abbott, Aecom, Air Products, Arrakis Solutions, Celgene, DuPont, Global Venture, Lockheed Martin, Mars Company, Valvtechnologies, Philip Morris International et Caterpillar.

Au cours de ces rencontres, le ministre a présenté le nouveau cadre de l'investissement en Algérie, les avantages qu'il accorde, ainsi que les opportunités du marché national et la possibilité d'un accompagnement plus soutenu pour les investisseurs qui se projettent dans une démarche export en faisant de l'Algérie un hub régional et continental.

Produits alimentaires au détail : Hausse quasi générale

Source : El Moudjahid

Les prix au détail de la majorité des produits alimentaires ont connu une hausse en août dernier par rapport au même mois de 2015, tandis que des différences de prix demeurent significatives entre des régions du pays, a appris l'APS auprès du ministère du Commerce.

Pour les produits d'épicerie, les prix moyens à consommateurs se sont envolés, entre les deux périodes de comparaison, pour le lait en poudre infantile (+12,3%), la levure sèche (+10,5%), le riz (+7,1%), les pâtes alimentaires (+7%), la farine conditionnée (+6,3%), le concentré de tomate (+5,6%), le thé (+5,3%), le sucre blanc (+2,3%), le café (+1,7%), les huiles alimentaires (+1%) et la semoule ordinaire (+0,1%). Par contre, le lait en poudre adultes a enregistré une baisse de 2,6%. Concernant les légumes secs, à l'exception des prix des haricots secs qui a baissé

de 7%, il a été enregistré une flambée des prix pour les pois chiches (+60,4%) et les lentilles (+22,1%). Pour les légumes frais, une forte hausse des prix a touché l'ail importé (+28,7%), l'ail local sec (+18,2%) ainsi que la tomate fraîche (+17,6%). Mais une diminution des prix a été observée pour l'oignon sec (-31,4%) et la pomme de terre (-8,3%). Pour les viandes, le prix du poulet éviscéré a enregistré une hausse de 13,7%. S'agissant de la viande ovine locale, les prix moyens ont diminué de seulement 0,6% alors que ceux de la viande bovine locale ont reculé de 0,3%. En revanche, les prix de la viande bovine congelée ont augmenté de 1,5%. Quant aux œufs, leur prix moyen a nettement augmenté avec une hausse de 33,3% en août 2016 par rapport au même mois 2015.

Des différences de prix notables entre les régions du pays

Par ailleurs, il est toujours constaté des disparités de prix substantielles entre les régions du pays pour des produits alimentaires, qui s'expliquent essentiellement par les habitudes alimentaires d'une région pour certaines denrées, les frais de transport pour les wilayas éloignées et la spécialité agricole d'une région pour ce qui concerne les légumes et fruits ainsi que les viandes. Ainsi, le prix moyen de la pomme de terre était à 38 DA/kg dans la région de Blida en août dernier contre 56 DA à Ouargla (différence de l'ordre de 18 DA), alors que l'ail local coûtait 333 DA/kg sur les étals de Saida contre 464 DA à Alger (différence de plus de 131 DA).

Idem pour les haricots verts qui valaient 110 DA/kg dans la région de Blida contre 142 DA à Bechar et Ouargla (différence de 32 DA), tandis que la carotte se vendait à 57 DA à Sétif contre 78 DA à Ouargla (différence de plus de 20 DA), l'oignon était cédé à 27 DA/kg à Blida contre 51 DA à Ouargla (différence de 24 DA). Le kilogramme

de pommes locales était cédé à 143 DA à Batna contre 210 DA à Oran (différence de plus de 60 DA). Les dattes ont été cédées à 344 DA/kg à Ouargla contre 695 DA à Sétif (une différence de 351 DA).

Concernant les produits d'épicerie, le prix moyen de la farine infantile était à 407 DA à Oran et à 468 DA à Blida (différence de plus de 60 DA). Même tendance pour le prix de la farine conditionnée qui est moins chère à Oran avec 42 DA/kg contre 58 DA à Alger (différence de 16 DA). Le riz est cédé à 84 DA à Blida contre 100 DA à Annaba (une différence de 16 DA).

Le concentré de tomate se vendait à 160 DA à Oran contre 215 DA à Ouargla (une différence de plus de 50 DA). Très prisé dans le sud du pays, le thé était vendu durant le mois d'août dernier à 390 DA/kg à Annaba contre 813 DA à Ouargla (une différence de près de 400 DA). S'agissant des viandes, il est observé qu'elles sont moins chères dans la région de Batna: le kilogramme de viande ovine locale s'y vendait à 1.252 DA/kg contre 1.443 DA à Alger (différence de plus de 190 DA), alors que la viande bovine locale y était cédée à 870 DA/kg contre 1.356 DA à Oran (différence de 486 DA). Le poulet éviscéré se vendait à 349 DA à Annaba contre 392 DA à Bechar (une différence de 43 DA).

Pétrole : Un baril à 60 dollars envisageable

Source : El Moudjahid

Le ministre saoudien de l'Energie, Khaled al-Faleh a estimé hier qu'un baril de brut à 60 dollars était envisageable d'ici la fin de l'année, tout en avertissant contre une baisse drastique de la production susceptible de provoquer un choc sur les marchés. «Nous voyons une convergence de l'offre et de la demande. Il n'est pas impensable qu'on arrivera à (un baril) à 60 dollars d'ici la fin de l'année», a déclaré M. al-

Faleh, lors d'une allocution au Congrès mondial de l'Energie à Istanbul. «Ce n'est pas le prix que je regarde, mais plutôt l'offre et la demande», a-t-il ajouté. Il a estimé que l'Opep «doit faire en sorte de ne pas trop resserrer (la production) afin de ne pas provoquer de choc sur le marché». «Nous ne voulons pas créer un choc sur le marché et déclencher un processus susceptible d'être nuisible», a-t-il encore noté. Il a reconnu, toutefois, que le royaume, dont le brut représente sa principale source de revenus, était «devenu quelque peu complaisant» en matière économique pendant les années fastes quand les cours du pétrole s'étaient envolés mais qu'il était désormais déterminé à mettre en œuvre un ambitieux plan de transformation économique orchestré par le vice-Prince héritier Mohammed ben Salmane. Il a assuré que ce plan serait appliqué quel que soit le prix du pétrole. «Le royaume sera prêt à s'accommoder du prix quel qu'il soit», a-t-il indiqué. Il a affirmé s'attendre à une augmentation de la demande «mais même si cela ne se produit pas, nous serons prêts à y faire face». Le Congrès Mondial de l'Energie se tient tous les trois ans et rassemble environ des centaines de participants venus des différentes régions du monde pour discuter des transformations dans ce secteur. Le président turc Recep Tayyip Erdogan ainsi que ses homologues russe Vladimir Poutine et vénézuélien Nicolas Maduro figurent notamment parmi les participants qui doivent prendre la parole dans la journée. Les prix pétroliers se sont redressés depuis la décision de l'Opep le 28 septembre à Alger de ramener sa production à un niveau de 32,5 à 33 millions de barils par jour, contre 33,47 mbj en août.

Le Brent à plus de 51 dollars

Les prix du pétrole se sont maintenus hier en cours d'échanges européens en dessus de 51 dollars, dans un

marché attentiste aux annonces venues de ministres de l'Opep présents à Istanbul, ainsi que les estimations de marché qui seront publiées cette semaine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 51,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en recul de 13 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le mois de novembre cédait 22 cents à 49,59 dollars. Les cours de l'or noir avaient grimpé vendredi jusqu'à 52,84 dollars pour le Brent et à 50,74 dollars pour le WTI, au plus haut depuis leur record de l'année à la mi-juin, soutenus depuis deux semaines par l'accord trouvé par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à Alger sur une limitation de leur production. Les marchés restent attentistes aux déclarations de certains dirigeants de l'Opep regroupés à Istanbul, alors que les estimations sur le marché du pétrole de l'Agence internationale de l'Enrgie (AIE), de l'Opep et de l'EIA (Energy Information Administration, antenne du département américain de l'Energie) sont attendues cette semaine.

4G : 33 wilayas couvertes d'ici à la fin 2017

Source : L'Econews

Le citoyen s'est toujours plaint de l'incapacité des opérateurs téléphoniques mobiles et fixe à leur offrir un internet de haut débit et de qualité, mais le président de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT) Mohamed Ahmed Nacer se veut rassurant et satisfait des résultats accomplis par les opérateurs depuis le lancement de la 3G qui compte plus de 18,5 millions d'abonnés, aujourd'hui.

Le nombre des plaintes déposées par les citoyens auprès de l'ARPT est passé de 70 enregistrées en 2014 à plus de 600 en 2016. Ceci explique le ras-le-bol des citoyens de cette situation qui dure depuis des années. En plus des coupures d'internet, la lourdeur du débit et la cherté du service, les clients se plaignent, également, de la lenteur de l'opérateur historique Algérie télécom pour réparer les lignes suspendues.

«A chaque fois que nous recevons des plaintes sur un manque ou un problème donné, nous saisissons les opérateurs et les enjoignons de trouver des solutions. Jusqu'alors, ils ont trouvé des solutions pratiquement à 100% aux problèmes soulevés» estime Mohamed Ahmed Nacer, lors de son intervention sur les ondes de la radio nationale chaîne1, hôte de l'émission « L'invité du matin », expliquant à l'occasion que le rôle de l'ARPT est de mener des enquêtes et des études sur le marché des télécoms et de la téléphonies afin de déterminer les failles et trouver des solutions pour assurer un meilleur service et qualité. « En dépit de la concurrence et certains litiges relevant du même domaine, les opérateurs mobiles affichent des résultats positifs et satisfaisants depuis trois ans», note-t-il.

Quant au problème de champ ou d'absence de couverture dans certaines régions, notamment, enclavées du Sud du pays, le président de l'ARPT explique que c'est « logique » car le taux de couverture se calcule en population et non en superficie. « Pour mettre fin à ce souci, étendre et améliorer le taux de couverture dans cette région, nous avons lancé le service universel dont l'objectif est d'encourager les opérateurs à investir dans cette région avec le soutien total de l'Etat », estime le président de l'ARPT. Dans le même sillage, il rassure que « d'ici la fin de l'année le réseau et la couverture 3G seront généralisés sur les 48 wilayas ». Pour rappel, les trois opérateurs

téléphoniques assurent la couverture de 41 wilayas en réseau 3G.

Le Service Wifi Outdoor en attente d'un preneur

Pour cette année, l'Algérie se prépare à aller vers le très haut débit mobile à travers le lancement de la 4G. « Nous avons reçu plusieurs offres des opérateurs depuis la publication dans le journal officiel de l'autorisation de lancement de la 4G », indique Mohamed Ahmed Nacer. Ce nouveau service permettrait d'améliorer le débit qui devrait passer de 2,5 mégabits par seconde à 4 mégabits par seconde et couvrira dès la première année 33 wilayas comme indiqué dans le décret exécutif.

En conclusion, il a répondu, également sur plusieurs autres questions concernant le service de la poste qui selon lui enregistre des résultats positifs grâce à l'implication des 45 distributeurs et professionnels du métier. L'ARPT a procédé au retrait de l'autorisation à 13 distributeurs qui n'étaient pas opérationnel réduisant ainsi leur nombre de 58 à 45. Il a énuméré, entre autres, les projets d'avenir de l'autorité dont la certification électronique, le lancement des études avec un bureau international pour l'analyse du marché de la téléphonie et réfléchir à la mise en place du service « Wifi Outdoor », à l'extérieur des bâtiments permettrait au client de se connecter partout. Ce projet est en attente d'offres et de suggestions de la part des opérateurs.

Sensibilisation sur les aspects environnementaux de l'industrie minière

Source : Liberté

« Durant les 9 derniers mois de l'année en cours, la police des mines a effectué 1 172 visites d'inspection à travers

906 sites, et lors desquelles, elle a relevé diverses infractions d'ordre administratives, notamment celles liées au paiement des redevances, la taxe superficielle et la remise des rapports d'activité annuels accompagnés des plans de mise à jour pour le suivi des exploitations. Pour ce qui est de l'aspect technique, il a été constaté le non-respect des arts miniers, notamment les gravats qui dépassent les 15 mètres, les sous-cavages, les excavations, des plans d'eau, la poussière, le déversement des huiles, le non-respect des normes de stockage et l'élimination des déchets solides (batteries) et les transferts illégaux au niveau des gérants », a déclaré, hier, Mlle Fatiha Morsli, chef d'antenne régionale de l'Agence nationale des activités minières, en marge du regroupement régional.

Celui-ci à vu la participation des opérateurs miniers de la région ouest pour débattre du thème central portant sur « La sensibilisation des opérateurs miniers sur leurs engagements et leurs responsabilités dans les domaines de l'activité minière, ainsi que sur les aspects environnementaux de l'industrie minière » et auquel ont assisté les opérateurs miniers de 17 wilayas de l'Ouest, ainsi que des représentants des secteurs concernés, à savoir l'industrie, l'enseignement supérieur, l'environnement, l'hydraulique, la santé, l'agriculture et les forêts. Selon notre interlocutrice, ces infractions constatées se sont soldées par 78 mises en demeure qui ont été adressées par la direction du comité de l'Anam, 18 suspensions et le dépôt de 36 procès-verbaux au niveau de la justice, et ce, en plus de ces décisions de mise en demeure.

Il y a eu aussi 227 injonctions pour des infractions commises par les exploitants des sites miniers, et qui ont été remises directement aux infracteurs.

Vers la consolidation de l'accord d'Alger

Source : El Watan

Dans un discours prononcé lors du Congrès mondial de l'énergie à Istanbul (Turquie), le président russe, Vladimir Poutine, a affirmé que son pays était prêt à adhérer aux mesures envisagées par l'Opep pour réduire la production de pétrole.

Tout porte à croire que l'accord conclu à Alger, lors de la réunion informelle de l'OPEP, fin septembre dernier, est en voie d'être concrètement mis en application, avec l'adhésion à cette démarche, depuis hier, des deux plus influents pays du marché pétrolier, en l'occurrence la Russie et l'Arabie Saoudite.

En effet, dans un discours prononcé lors du Congrès mondial de l'énergie à Istanbul (Turquie), le président russe, Vladimir Poutine, a affirmé que son pays était prêt à adhérer aux mesures envisagées par l'OPEP pour réduire la production de pétrole, précisant que, dans le contexte actuel, « un gel ou une réduction de la production de pétrole est le seul moyen pour préserver la stabilité du secteur de l'énergie et accélérer le rééquilibrage du marché ».

Après leur réunion à Alger, les responsables de l'OPEP ont voulu profiter du Congrès en Turquie pour entamer une série de consultations informelles sur les modalités de l'accord d'Alger, qui prévoit, rappelons-le, une réduction de production, pour la première fois depuis 2008, de 32,5 à 33 millions de barils par jour, contre 33,47 millions en août dernier.

Ces consultations, préalables à la tenue, demain, d'une réunion informelle, semblent déjà avoir porté leurs fruits puisque, outre la Russie, qui ne voulait pas s'engager avec l'OPEP avant que celle-ci n'aplanisse ses

divergences, l'Arabie Saoudite se dit, aujourd'hui, convaincue de la nécessité de parvenir à un raffermissement des cours de pétrole qui ont subi, depuis juillet 2014, des baisses préjudiciables pour l'ensemble des pays producteurs.

Hier, le ministre saoudien de l'Energie, Khaled Al Faleh, a estimé à Istanbul qu'un baril de brut à 60 dollars était envisageable d'ici la fin de l'année. «Nous voyons une convergence de l'offre et de la demande. Il n'est pas impensable qu'on arrivera à un baril à 60 dollars d'ici la fin de l'année», a-t-il indiqué. Et de préciser, cependant que l'OPEP «doit faire en sorte de ne pas trop restreindre la production afin de ne pas provoquer de choc sur le marché».

Le Venezuela, un important producteur de pétrole mais qui a vu son économie sombrer avec la chute des cours du brut, a plaidé, quant à lui, pour des prix plus justes sur le marché international. Intervenant hier lors du Congrès, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a affirmé que «les prix actuels ne peuvent durer. Nous avons atteint les plus bas niveaux enregistrés depuis 40 ans. Ils sont même inférieurs au coût de production».

Il a appelé, à cet effet, à la mise en place d'un «nouveau mécanisme» entre les membres de l'OPEP et les pays ne faisant pas partie de l'Organisation pour «doper les cours du pétrole», soulignant que la réunion informelle, qui devrait se tenir demain entre les producteurs membres et non membres de l'OPEP, «pourrait constituer un premier pas vers la mise en place d'un tel mécanisme».

Il n'en demeure pas moins que tout se jouera, le mois prochain, à Vienne, où l'Organisation doit tenir sa réunion ordinaire avec l'espoir de sortir avec un accord définitif sur une diminution du niveau actuel de

production, incluant une répartition des quotas de chaque pays membres, à l'exclusion de l'Iran, du Nigeria et de la Libye autorisés à augmenter leur production.

En attendant, en réaction aux déclarations des pays producteurs participant au Congrès d'Istanbul, les cours du pétrole de Brent ont déjà commencé à se raffermir, évoluant à des plus hauts jamais atteints depuis un an. Vers le début de l'après-midi, le cours du baril de Brent de la mer du Nord valait 53,50 dollars, son niveau le plus fort depuis octobre 2015. A New York, le pétrole a également ouvert en hausse. Le cours du baril de Light Sweet Crude (WTI), référence américaine du brut, gagnait 71 cents à 50,52 dollars sur le contrat pour livraison en novembre sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

COMMERCE

Ooredoo : L'ouverture du réseau a eu lieu le 8 octobre

Source : Le Soir d'Algérie

L'opérateur de téléphonie Ooredoo lance officiellement ses services de téléphonie mobile de 4e génération (4G). Pour ce faire, et en l'absence du tout nouveau P-dg retenu pour des raisons professionnelles, ce sont Ramdane Djezairi, directeur opérationnel des relations publiques et médias, et Gialuca Redolfi, chief commercial officer (CCO), qui ont animé hier au siège de l'entreprise une conférence de presse consacrée au lancement de la 4G. D'emblée, Gialuca Redolfi a indiqué qu'Ooredoo a ouvert son réseau 4G le 8 octobre 2016, dans 3 wilayas, à savoir : Tlemcen, Tizi-Ouzou et Béchar. Auxquelles s'ajouteront une vingtaine d'autres wilayas «avant la fin de l'année en cours», notamment Alger, Oran, Sétif et Constantine. Le conférencier a en outre confirmé que les «prix de la 4G sont les mêmes que ceux

de la 3G» et assuré, également, que l'entreprise «dispose de toutes les ressources humaines et techniques nécessaires pour garantir une qualité optimale des prestations et assurer un réseau performant». Selon lui, les nouveaux services 4G «permettront aux clients Ooredoo de découvrir des améliorations considérables en termes de vitesse de téléchargement, de TV sur mobile, de streaming ou d'appels Voix en qualité HD». Et afin de simplifier l'accès à la 4G pour ses clients, Ooredoo a décidé de faciliter l'activation. «Pour activer la 4G, il suffit au client de se présenter dans une boutique Ooredoo ou dans un point de vente agréé. Les clients Ooredoo bénéficieront gratuitement d'une nouvelle SIM compatible à la 4G, tout en gardant le même numéro», a expliqué, pour sa part, Adel Derragui, directeur adjoint marketing opérationnel. A noter que ces nouvelles SIM sont également compatibles avec la téléphonie 2G et 3G «lorsqu'un client se déplacera dans d'autres wilayas couvertes par le réseau Ooredoo». Par ailleurs, Gialuca Redolfi a annoncé qu'Ooredoo lancera prochainement des promotions «avec des avantages inédits et les meilleurs tarifs du marché». Aussi, à l'occasion de l'ouverture de ses services 4G, l'opérateur a lancé une vaste campagne de communication axée autour du message principal : «Dima Plus», à travers divers supports médiatiques (TV, radio, presse écrite, web et affichage urbain). Une campagne qui reflète, selon ce responsable, «les principales valeurs défendues par Ooredoo, en l'occurrence l'algérianité, la proximité et la citoyenneté». Rappelons qu'Ooredoo a réalisé avec succès des essais techniques 4G ainsi que des démonstrations de pré-lancement commercial de ses services 4G à Tlemcen le 11 juillet 2016, atteignant une vitesse maximale de 70Mb/s. Enfin, Ooredoo revendique le leadership technologique et confirme «son implication dans la réussite de la révolution digitale et de l'industrie numérique en Algérie».

TRANSACTIONS & CONTRATS

Medgaz : Cepsa veut céder sa participation

Source : El Watan

Un éventuel changement dans la structure de l'actionnariat du gazoduc sous-marin Medgaz doit se faire dans le cadre d'un dialogue bénéfique pour toutes les parties concernées, a affirmé l'ambassadrice d'Algérie en Espagne, Taous Feroukhi, citée avant-hier par l'agence espagnole EFE.

La diplomate algérienne réagissait à propos d'une éventuelle vente de la participation de la compagnie pétrolière espagnole Cepsa dans le gazoduc qui relie l'Algérie à l'Espagne. Le retrait de l'actionnariat de Medgaz ou la vente de la participation passe par la «consultation» et le «dialogue», a-elle précisé lors d'un déjeuner organisé par le groupe Gas Natural Fenosa, également actionnaire dans le gazoduc Medgaz.

Taous Feroukhi a noté aussi que les accords énergétiques sont des contrats à «long terme», et non pas des contrats qui peuvent être modifiés «facilement». En outre, l'ambassadrice a insisté sur le fait que tout changement doit être «inévitablement bénéfique» pour toutes les parties. Le consortium Medgaz est contrôlé par la société publique Sonatrach (43,9%), Cepsa (42%) et Gas Natural Fenosa (14,9%). Ces dernières semaines, des médias espagnols ont évoqué un intérêt du groupe espagnol Cepsa, contrôlé par un fonds d'investissement d'Abu Dhabi, de vendre sa participation dans ce pipeline.

La décision est motivée par les problèmes financiers rencontrés par Cepsa en raison de la baisse drastique des prix du pétrole. Le propriétaire émirati de Cepsa,

International Petroleum Investment Company (IPIC), a déjà embauché la banque espagnole Banco Santander pour chercher d'éventuels acheteurs pour sa participation dans Medgaz. Au moins sept repreneurs, parmi lesquels de grands fonds internationaux agissant pour certains grands opérateurs industriels, ont déjà affiché leur volonté de racheter les actions de Cepsa.

Des sources industrielles, évoquées par la presse espagnole, ont évalué l'opération entre 350 et 500 millions d'euros. Pour le moment, Cepsa a refusé de se prononcer sur cette opération. D'une capacité de 8 milliards de mètres cubes par an, le gazoduc sous-marin Medgaz a enregistré un bénéfice de 71,98 millions d'euros en 2015, soit une hausse de 17% par rapport aux 61,3 millions d'euros obtenus l'année précédente. Le consortium Medgaz, qui facture 216 millions d'euros par an pour le transport du gaz et qui a commencé à fonctionner en avril 2011, fournit des services à des clients tiers. Ce gazoduc est vital pour l'approvisionnement énergétique de l'Espagne, puisque plus de 55% du gaz consommé provient d'Algérie.

REGIONS

Constantine : 1,5 milliard de centimes pour la campagne labours

Source : L'Econews

Le directeur des services agricoles DSA de Constantine a indiqué que le montant des crédits Rfig validés au niveau du guichet unique de l'agriculteur s'élève à 1,5 centimes représentant 1200 dossiers déposés. Ses statistiques s'arrêtent au 8 octobre dernier.

M. Yassine Ghédiri a ajouté qu'il s'agit en fait de crédits de campagne destinés à financer les travaux de labours et de semences des agriculteurs à travers le territoire de

la wilaya. Les labours sont déjà réalisés à près de 80% et le lancement de la campagne des semences est prévu pour le mois de novembre prochain. Les services agricoles annoncent que plus de 116.000 quintaux sont d'ores et déjà mis à disposition des agriculteurs au niveau de la coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS). Les objectifs pour cette saison sont d'emblaver une superficie de 80.000 hectares et selon les mêmes services, tous les efforts sont déployés pour limiter au maximum, les surfaces de terres se trouvant en jachère par le biais d'un travail de proximité auprès des agriculteurs. Rappelons que le crédit RFIG est un crédit bonifié, octroyé par la BADR et englobe le crédit de campagne, le crédit d'exploitation et le crédit fédératif. C'est un crédit d'une durée de 2 années et dont la couverture totale des charges d'intérêts est prise en charge par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural sur le FNRPA. A cet effet, le guichet unique accompagne les agriculteurs dans leur campagne, en matière d'intrants nécessaires, à savoir les engrais, les semences et matériels accessoires divers. Constantine est considérée comme l'une des wilayas pilote pour ce qui a trait à l'installation précoce du guichet unique.

La fête du miel et de l'abeille à Béjaïa : Vers une nouvelle politique agricole

Source : Liberté

Pas moins de 52 apiculteurs venus de 44 communes de la wilaya de Béjaïa ont pris part à cette 6e édition. Une participation record, a souligné M. Bouzidi.

La maison de la culture Taos-Amrouche de Béjaïa a abrité depuis dimanche la 6e édition de la fête du miel et de l'abeille qui s'est étalée sur deux journées consécutives. Organisée par l'association des

apiculteurs de la wilaya, en collaboration avec la direction des services agricoles (DSA) de Béjaïa, cette manifestation commerciale coïncide cette année avec la création, en juillet dernier, de la coopérative apicole de la wilaya de Béjaïa, dont le siège social se situe à El-Kseur.

Selon le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya de Béjaïa, Laïb Makhlouf, la fondation de cette coopérative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole qui vise à développer toutes les potentialités existantes, à travers notamment l'organisation des filières. Même son de cloche chez le président de l'association des apiculteurs de la wilaya, Rabah Bouzidi, qui voit en cette nouvelle structure agricole un apport considérable pour les professionnels de la filière apicole. "Outre la formation des apiculteurs de la région, elle aura pour mission de valoriser et de commercialiser les produits de ses adhérents", a-t-il expliqué. Selon notre interlocuteur, son organisation professionnelle, qui fêtera bientôt ses 20 ans d'existence, compte déjà 173 adhérents. Revenant à l'événement du jour, M. Bouzidi nous fait savoir que 52 apiculteurs issus de 44 communes de la wilaya de Béjaïa prennent part à cette 6e édition.

Une participation record, a-t-il souligné. Concernant le prix du miel, l'orateur indiquera que l'ensemble des exposants présents à cette foire commerciale ont convenu à pratiquer des tarifs promotionnels. Notre tournée dans les différents stands mis en place dans le hall de la maison de la culture nous renseigne sur les prix affichés pour la circonstance. Le kilogramme du miel pur varie entre 3000 et 4000 DA, selon la qualité du produit. Parmi les variétés les plus prisées, on peut citer le miel multifleurs, notamment celui de haute montagne, et plus particulièrement le miel de jujubier, que certains apiculteurs de Béjaïa ont produit sur le plateau de Ain

Ouessara (wilaya de Djelfa). À noter que cette variété de miel est considérée comme l'une des meilleures au monde, du fait qu'elle recèle des vertus thérapeutiques grâce à ses propriétés médicinales.

Récolte oléicole a Guelma : Une prévision de plus de 20 000 hectolitres

Source : Liberté

Selon des sources de la DSA, il est attendu au titre de la présente campagne une production de plus de 20 575 hectolitres d'huile d'olive.

La wilaya de Guelma possède un potentiel oléicole de 9000 ha sur les 10 000 projetés par le programme quinquennal 2010-2014, car les pouvoirs publics accordent un intérêt particulier à la promotion de cette filière qui enregistre une notable augmentation de la production grâce à l'extension des surfaces de plantation et à la modernisation des moyens d'exploitation. Elle est réputée pour la qualité de son huile d'olive et recèle des variétés locales d'olives : blanquette, chemlel et rougettes. Les oléiculteurs bénéficient d'une assistance technique des services de la DSA qui accordent des prêts bancaires par le biais de la CRMA qui encourage cette filière stratégique. Quinze huileries sont opérationnelles à travers la wilaya et, selon les services de la DSA, la production a atteint en 2015 une vingtaine de milliers d'hectolitres d'huile d'olive. Cette année, la pluviométrie a été assez généreuse et cette clémence divine a stimulé les oléiculteurs qui ont soigné leurs oliviers et appliqué les méthodes recommandées par les professionnels de cette filière. Selon des sources de la DSA, il est attendu au titre de la présente campagne une production de plus de 20 575 hl d'huile d'olive. À ce titre, un investisseur installé à Bouati-Mahmoud et possédant

une exploitation agricole de 45 ha a une capacité de trituration de 150 q/jour. De toute évidence, la cueillette des olives a débuté dans les communes de Roknia, Boumahra-Ahmès, Hammam N'baïls, Bouchegouf, Bouati-Mahmoud, Khezaras, Ain Hassaïnia, et les huileries commencent à tourner sachant qu'un quintal d'olives engendre 18 à 19 l d'huile. Toutefois, ce produit si recherché pour ses qualités culinaires ne cesse d'enregistrer des hausses qui pénalisent les bourses modestes qui aiment l'acquérir en prévision de leur consommation durant toute l'année. Cédé 400 DA il y a trois ans, le litre d'huile d'olive caracole à présent à 700 DA ! En dépit de ces augmentations vertigineuses, les familles n'hésitent pas à acheter, selon leurs moyens financiers, quelques bouteilles ou bidons de cette denrée pour agrémenter leurs menus et déguster cette huile d'olive aux vertus culinaires et curatives avérées.

Emploi : Plus 91% des placements dans le privé à Béjaïa

Source : El Watan

Le secteur économique privé reste leader en matière d'embauche dans la wilaya de Béjaïa, avec 91,5% des placements en 2016 contre 8,5% seulement dans le secteur économique public, selon un bilan de l'Agence de wilaya de l'emploi (Awem).

L'explication est à trouver, à la fois, dans la présence d'un tissu industriel productif privé assez respectable, dominé par l'industrie agroalimentaire, et l'agonie qui frappe les quelques entreprises publiques encore présentes qui sont peu pourvoyeuses de postes d'emploi.

Du début de l'année à nos jours, l'Awem dit avoir placé 16324 demandeurs d'emploi dans différentes

entreprises économiques, dont 13 985 dans le cadre classique, 1224 dans le cadre du contrat de travail aidé (CTA) et 1219 dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), indique le bilan.

Par secteurs, le BTPH vient en pole position avec 5922 offres d'emploi, soit 34,33% du total des offres enregistrées, suivent le secteur de l'industrie avec 5754 offres enregistrées pour un taux de 33,35%, les services avec 3957 offres et un taux de 22,94%, le commerce avec 1469 offres, et enfin l'agriculture avec 160 offres enregistrées. Le nombre d'entreprises ayant déposé des offres d'emploi au niveau des Agences locales de l'emploi (ALEM) est, lui, de 2722. Concernant le nombre de demandeurs d'emploi qui se sont inscrits au niveau des ALEM, il est de 25 308, soit un décalage d'au moins 9000 par rapport au nombre d'offres disponibles.

Parmi ces candidats à l'embauche, 25% sont des universitaires et 30% sont sans qualification. Plusieurs facteurs ont contribué au creusement du déficit en opportunités de travail, à commencer par le blocage de plusieurs projets créateurs de richesses et d'emploi dans la wilaya, dont on peut citer le complexe pétrochimique projeté depuis des lustres mais qui est resté sans lendemain, ou encore les projets industriels du groupe Cevital. Par rareté d'embauche dans leur wilaya d'origine, beaucoup de diplômés de Béjaïa optent pour l'immigration interne, notamment au Sud ou dans la capitale Alger, ou externe, à la recherche d'un poste de travail et de la stabilité professionnelle.